

68  
1974

# APL - NANTES - Loire-océan

Bulletin régional de l'Agence de Presse Libération  
Nantes - Anjou - Vendée - Sud Bretagne .

AGENCE DE PRESSE LIBERATION  
14 rue de Bretagne 75003 -  
Paris - Directeur M. CLAVEL  
Imprimerie A.P.L.

Bureau régional : Nantes  
"Librairie 71" 29 rue  
Jean Jaurès 44 Nantes  
  
Le Numéro : 1 franc.

Abonnement les 12 N° :  
(soit 3 mois environ)  
10 francs minimum.  
Timbres ou chèques à  
l'ordre de Librairie 71

LA REPRODUCTION ET L'UTILISATION DES INFORMATIONS DE L'AGENCE SONT ENTIEREMENT LIBRES

périodique

# sommaire

- Pages 2: Saint-Nazaire: Lutte à la SEMM.  
3: Lutte à la SEMM (suite) -PENHOET: Les travailleurs des Chantiers luttent pour une augmentation de 200 F.  
4: Batz/Mer: Parution d'un bulletin d'information du Comité d'Action pour la défense de la presqu'île guérandaise.  
Revue de Presse pour la région nazairienne.  
5: Extraits de "Libération" du 25 Février 1974.  
6: Aux ACB: première bataille 1974 pour les salaires.  
7: Appel de Révolution à un meeting "Les tâches de l'avant-garde ouvrière".  
8: Auxiliariat: le 52 du SNES de la Mayenne s'adresse à tous les SI de l'Académie.  
9: Auxiliariat (suite) - Lettre du FLB/LNS (Soutien à la SEMM).  
10-11: Fest-Noz de solidarité avec les travailleurs de Pedernek à La Chapelle/E  
11-12: PAYSANS-TRAVAILLEURS: Compte rendu de la Commission sur le Progrès Technique du 21/2/74. - Intervention P.T. à l'Assemblée Générale de la FDSEA  
Communiqué sur la manifestation de Guimgamp.

## CALENDRIER:

LA CHAPELLE S/ERDRE: SAmedi 2/3 :

de 18h à 24 heures FEST - NOZ de soutien aux grévistes de PÉDERNEC et au mouvement autonomiste dissous .

SAINT NAZAIRE: MJEP .

26 /2 au 2/3 : Variétés: cDERAIN

18/2 au 14 /3 : exposition :

La condition féminine à ST NAZAIRE

2/3: théâtre : le sexe au bûcher.

6/3 : cinéma : le funambule .

NANTES : JEUDI 28/2 16H 30 : FAC de Droit amphi C

débat sur les expériences nucléaires par le mouvement de la paix.

Vendredi 1/3 20H 30 : Impérialisme et libération avec un théologien sud américain . FRATERNITE PROTESTANTE 3 RUE A. DU CHAFFAULT.

VENDREDI 1/3 20H30 : réunion débat : "Donner la vie -unchoix"

Parti socialiste animé par C. GOLDET , gynécologue

(Planning -fédération Cornec - Choisir )

SALLE PAUL FORT .

MERCREDI 6 /3 : ciné club unef : CAMARADES DE M. KARMITZ .

ECOLE EMANCIPEE: 5/3 : Bourse FO 20H30 mercredi 6 /3 AG du comité MA..

13 /3 : FO 20H30 : réunion sur loi Fontanet ;

19/3 AG 20H30 FO .

MEETING "les tâches de l'avant garde ouvrière avec un délégué du personnel de RENAULT FLINS .

LA ROCHE S/YON 5/3 20H30 CENTRE ST .HILAIRE.

NANTES 6/3 20H30 FRATERNITE PROTESTANTE.

+++++

Nous rappelons que la souscription pour la ronéo reste ouverte..  
Les dons sont toujours les bien venus .....

=====  
A la demande des groupes de La Roche sur Yon et de SAINT NAZAIRE, le bulletin abandonne le titre APL NANTES et s'appellera désormais :

APL NANTES LOIRE OCEAN .

=====V=====

SAINT-NAZAIRE :

TRIGNAC: Réduction de l'horaire de travail à la SEMM, mais la lutte continue. (APL 22/2/74)

2

A la réunion du Comité d'Entreprise du 7 Février, la Direction a annoncé qu'elle réduisait les horaires à 32 Heures par semaine. Ça fait une perte de salaire de 20%, soit 350 Francs en moyenne, sans parler des débrayages qui continuent à la cadence de 6 ou 7 heures par semaine. Ça fait une perte importante. La décision était valable dès le lundi 11. On ne travaillerait plus le lundi.

Débrayage le Jeudi après-midi. On a discuté pour savoir ce que tout le monde en pensait. On a décidé que le lundi, au lieu d'un jour chômé et de jardinage, on allait faire un lundi d'action, un lundi dans les rues. Au C.E., on n'avait aucune indication sur l'avenir de l'Entreprise. On est tous d'accord pour faire quelque chose d'important. Les syndicats font circuler une feuille pour que chacun mette son nom et son accord pour l'action de Lundi, car la combativité avait l'air en baisse. On demandait qui viendrait.

On n'a trouvé que 300 gars d'accord sur 600, c'est assez peu. On a discuté avec les gars le vendredi après-midi.

Mais le lundi 11 on se retrouve à 450. On part à 8 heures de St-Nazaire pour Nantes. On a manifesté dans toute la ville avec une bonne ambiance en distribuant des tracts.

Surtout on se retrouve à 2 heures à l'embauche de la SNIAS SUD-AVIATION Bouguenais. Les syndicats SNIAS appellent à un débrayage d'une heure pour faire un meeting inter-syndical SNIAS-SEMM où on échange l'information. Il faut dire que là SNIAS possède 20% des actions de l'ancienne CARAVELAIR, aujourd'hui SEMM. La SNIAS a été la première à envoyer des télégrammes de soutien au début. En plus, il va y avoir les mêmes problèmes à la SNIAS, et dans des délais très rapprochés. Les programmes sont limités, par exemple sur Concorde et Airbus.

Le soir, on s'est réunis face à la Préfecture. Le Préfet a refusé de nous recevoir. On a montré que toute possibilité de discussion a été épuisée et qu'à l'avenir l'action sera plus dure.

Le mardi, manifestation à St-Nazaire de toute la métallurgie, sur l'emploi, et surtout sur la répression syndicale. Pendant le meeting, on a dénoncé le passage en correctionnelle de treize syndicalistes de SAMBRON à PONTCHATEAU, la condamnation du délégué Jo Patron chez LANDRIN, la plainte déposée contre des délégués chez BAUDET; en plus, il a été révélé qu'à la suite des actions à la SEMM, il y avait une liste noire de 5 intérimaires licenciés, qui circulait dans les boîtes à St-Nazaire.

Le jeudi 21, réunion d'information. Le patron propose de compenser la perte de salaire jusqu'à 37 heures, à condition d'augmenter les cadences. Refus complet. Finalement, il accepte de payer les 37 heures sans condition. Il va essayer d'augmenter les cadences, mais on n'est pas près d'accepter.

Il y a des propositions d'action. Vendredi 22, distribution de tracts à la Soucoupe. D'autres actions suivront.

Le bruit a couru que la SEMM serait transférée à Tournons dans l'Ardèche, où il y a déjà une usine Trigano avec 275 gars qui font les caravanes pliantes, plus un bureau d'études. C'est peut-être une manœuvre patronale. En tout cas; le travail est moins payé là-bas, et la SEMM y pense sans doute.

A TRIGNAC, (municipalité PCF) un Comité de soutien se met en place, première réunion le vendredi 22, à l'initiative des syndicats de SEMM. Ils veulent que ce Comité soit actif pour l'action et l'information. Le départ de l'entreprise fera une perte d'impôts pour la commune de Trignac. Si elle ne paye pas d'impôts les 5 premières années de l'installation, elle allait bientôt commencer d'en payer.

Pour la production, la première chaîne, qui sort 23 caravanes par jour (20 avec les débrayages) termine en Mai, la 2° chaîne début Mars, (avec la réduction d'horaire ça pousse plus loin) et la 3° chaîne doit encore durer un mois et demi. Après, rien: les bureaux d'achats des matières, ne marchent plus. La production continue parce qu'on les emm..., elle va encore trainer un peu, pour que ça se passe en douceur.

③ SAINT NAZAIRE. LUTTE à LA SEMM. (suite)

Au départ , il y avait beaucoup de jeunes très actifs qui ont gagné beaucoup d'avantages dans le cadre de la métallurgie, avec des luttes et des actions efficaces . Mais depuis , les salaires ont été rattrapés . La lutte continue. Affaire à suivre . Les résultats acquis seront fonction de la combativité des gars de la SEMM et de l'impact ainsi obtenu sur l'opinion publique .

=====  
Tract distribué à la coupole à Saint Nazaire le 22 Février à l'entrée du spectacle STONE CHARDER .

( sections syndicales CGT et CFDT SEMM CARAVRLAIR usine de TRIGNAC)

DETENTE . SOUCIS DETENTE CRISE DETENTE .

Madame , Mademoiselle , Monsieur,

Vous vous préparez à passer une soirée que nous vous souhaitons aussi agréable que possible .

Cette détente est bien nécessaire pour les familles de travailleurs durement touchés dans leur vie de tous les jours par les conséquences de la crise qui secoue le monde capitaliste .

Autour de vous , peu de travailleurs de la SEMM , rien de surprenant à cela. En effet depuis plusieurs mois les 650 travailleurs de cette entreprise luttent pour conserver leur emploi ; il est clair que "Pouvoir et Patronat " ont l'intention , à brève échéance , de fermer les portes de cette entreprise .

LE 9 Janvier: 160 travailleurs "intérimaires" ont été licenciés .

LE 6 Février: La Direction frappait à nouveau en annonçant une réduction de l'horaire de travail qui amputait le pouvoir d'achat des travailleurs déjà mis à mal par la hausse galopante des prix .

Dans une telle situation , la responsabilité des Pouvoirs Publics est écrasante . Pourtant , ils ne font rien pour que de telles solutions soient trouvées .

ASSEZ DE PROMESSES .....DES ACTES .

Fidèles à leurs habitudes , les hommes du Pouvoir , GUICHARD en tête , accumulent les promesses . Mais des promesses , il y en a déjà eu tant de faites . Nous nous rappelons d'ATLAS qui devait devenir le petit TOULOUSE . Qu'en est -il aujourd'hui ?

Non les travailleurs de la SEMM ne sont pas décidés à se laisser faire ..

Ils sont déterminés à lutter , avec tous les moyens en leur possession pour conserver leur emploi . Ils savent que dans cette bataille , ils peuvent compter sur le soutien actif de la population laborieuse de SAINT NAZAIRE.

\*\*\*\*\*  
PENJOET... LES TRAVAILLEURS DES CHANTIERS LUTTENT POUR UNE AUGMENTATION DE 200FR

( APL 23/ 2 74 ) A la suite de l'augmentation de la vie , les travailleurs des chantiers revendiquent une augmentation de salaire . Pour unifier , ils demandent qu'à l'augmentation au pourcentage s'ajoute une somme telle que chacun ait 200FR de plus par mois, dont une prime de 30FR pour tous..(prime qui serait donnée sous forme de "galon "-- le gam!lon étant une prime à la tête du client) Cette prime serait intégrée au salaire. Ce qui se traduirait fin 74 ; par une revalorisation uniforme de 0,55FR de la valeur du point , et un complément individuel garanti, variable et plus important pour les bas coefficients .

(Actuellement , notons que le transport est gratuit seulement pour les salariés au dessus du coefficient 360 , c'est à dire des cadres ;)

Un retour aux 40Heures sans perte de salaire , une heure par mois payée, d'information syndicale , extension des droits des élus , pas d'abattement pour cause de débrayages sur les primes (panier , programme , 23 ème mois) est réclamé aussi .

SAINT-NAZAIRE : Les ouvriers de la Semm manifestent et occupent la Chambre de Commerce le lundi 25. (APL le 25/2/74) (4)

Depuis que la semaine de travail à la Semm est descendue à 32 heures, le lundi est chômé, et les travailleurs ont décidé d'en faire une journée de lutte. Le matin ils ont manifesté à St-Nazaire, ils ont occupé en fin de matinée la Chambre de Commerce. Ils l'ont fouillée et ont trouvé des papiers concernant la Semm. Ils se sont installés pour le casse croûte avec une ambiance très enthousiaste: chants musique, belote. Evacuation des locaux à 20 h. sans incidents.

Ces actions ont pour but de faire connaître le problème de la Semm. Un premier résultat est atteint, puisque Europe I et France-Inter y ont consacré plusieurs minutes dans leurs bulletins de ce lundi à 13 heures. Les forces de police ne se sont pas manifestées, mais plusieurs cars de gardes mobiles <sup>arrivés en matinée</sup> sont allés à la gendarmerie de la Briandais.

BATZ SUR MER : Parution d'un bulletin d'information du Comité d'Action pour la Défense de la presqu'île Guérandaise. (APL le 25/2/74)

Le premier N° du "bulletin d'information du Comité d'Action pour la défense de la presqu'île guérandaise" vient de paraître. Ses 12 pages comprennent des explications sur les buts du Comité, diverses informations sur les actions menées, sur les empiètements des spéculateurs et sur la rocade routière de La Baule qui doit ravager les matais salants.

" Depuis quelques années, on peut constater que la presqu'île de Guérande devient surtout un centre de tourisme de luxe : installations immobilières, ports de plaisance, etc... Ces installations se font au détriment de ceux qui vivent des ressources naturelles de la région : le sel, la pêche, l'agriculture."

" Ce bulletin, distribué gratuitement, a pour but de répandre toutes les informations concernant la presqu'île qui nous parviendront ; mais il voudrait être aussi un organe de liaison entre les personnes ou groupements intéressés par la sauvegarde de la région. Ces pages sont ouvertes à tous. N'hésitez pas à nous écrire, à nous envoyer des textes, informations et suggestions."

" Notre adresse est la suivante : Comité d'Action, chez G. Leconte, Kérvalet, 41 rue de la Croix, 44 - Batz sur mer. Si ce premier bulletin vous a intéressés, vous pouvez nous aider à faire le N° 2 en participant directement à notre action et en envoyant une souscription à l'adresse ci-dessus (espèces ou chèques au nom de G. Leconte) "

#### REVUE de PRESSE - St - NAZAIRE

- L'entreprise Baudet (menuiserie) retire sa plainte pour "atteinte à la liberté du travail" déposée contre 2 délégués CFDT à la suite d'une grève causée par 33 licenciements. Sambron (Pontchateau) va-t-il aussi retirer ses plaintes ?

- 8 et 3 mois de prison avec sursis pour 2 personnes qui avaient agressé un ouvrier tunisien en Noël 73, après avoir tenu des propos racistes, et l'avaient grièvement blessé. La victime avait passé la nuit sans soin dans un état grave.

- Donges : débrayage des camionneurs Antar jeudi 20 en raison d'une détérioration des horaires de travail.

- Mirdin : une semaine de grève des ouvriers du pont de Mindin à St-Nazaire. Revendications : augmentation de 30% du taux horaire, prime de rendement de 30% jusqu'à la fin du chantier, ticket-restaurant correspondant à 2 heures d'OHQ, soit 15 francs, frais de route valant une heure d'amplitude, augmentation de la prime de travail au dessus-de l'eau (dangereux), intempéries payées à 100% et une heure par mois d'information syndicale payée à tout le personnel. Les salaires actuels se situent au minimum départemental. Les propositions patronales, dérisoires, sont rejetées. La SGE compte 119 salariés.

- Donges : débrayage à la SITUB, car un délégué syndical a eu 3 jours de mise-à-pied, et un autre délégué a été convoqué à une réunion qui n'a pas eu lieu dans

## Entre juges et ouvriers en lutte, à Cerizay

### Une confrontation sur la répression syndicale

Pour la première fois, un groupe de juges, membres du syndicat de la magistrature, n'a pas hésité à se déplacer sur le terrain des luttes : celui des ouvrières des établissements Cousseau, à Cerizay (Deux-Sèvres) ; 27 travailleurs de cette entreprise ont été licenciés illégalement en décembre 73. Une 28<sup>e</sup>, déléguée CFDT, a vu disparaître, à l'issue d'un jugement, son contrat de travail rompu. Un bel exemple de répression syndicale !

Pour sa part, le syndicat de la magistrature (qui regroupe 1 200 juges sur 4 400) se refuse à être au service de la bourgeoisie. C'est parce qu'ils vivent dans leur domaine une « lutte de classe », que des représentants de ce syndicat sont allés confronter leur expérience à celle des ouvrières de Cerizay.

À Cerizay, dans le cadre de la campagne nationale contre la répression syndicale organisée par la CFDT et la CGT, une rencontre importante a eu lieu samedi dernier. 90 militants ouvriers CFDT, dont une quinzaine d'ouvrières des établissements Cousseau, ont confronté leur expérience de la

« justice » avec le syndicat de la magistrature, dont quinze militants étaient présents.

Commissions et réflexions pendant l'après-midi, conférence de presse pendant la soirée : la justice et l'argent ont été analysés à la lueur du conflit de Cerizay. Les points suivants devaient ressortir :

1) Face à la justice, inégalité du travailleur par rapport à son patron. « Que peut un ouvrier face à un patron ? Rien, s'il n'y a pas dans son usine un rapport de force en sa faveur. Le patron connaît mieux les lois, ou plus exactement, il pourra les faire jouer en sa faveur, ou ne pas les respecter du tout. »

2) Les magistrats notaient que leur milieu était beaucoup plus lié au milieu patronal qu'au monde ouvrier : dîners mondains, mépris de la « masse », origine sociale précise des juges recrutés dans la bourgeoisie.

3) On insiste aussi sur la lenteur de la justice qui joue évidemment en faveur des patrons. « Un ouvrier sans salaire peut-il attendre deux ans avant d'obtenir gain de cause ? »

4) Les participants à cette

rencontre devaient également insister sur le caractère hermétique du langage des jugements qui, incompréhensibles au commun des mortels, est en fait une arme de la bourgeoisie pour mettre la population à part, et la mépriser.

#### OUVRIR DE FORCE LES YEUX DES JUGES

Mais surtout, il a été question du juge Garand. Lors d'un jugement rendu le 10 janvier dernier, il avait accepté que le contrat de travail liant une déléguée CFDT à son employeur (M. Cousseau) soit rompu en faveur dudit employeur. Mesure des plus contestables ! Et chose rare, Garand avait cité une encyclique papale, et déclaré vouloir séparer la masse moutonnaire des délégués syndicaux. Il avait dit tout fort ce que des juges pensaient tout bas. Un membre du syndicat de la magistrature devait alors demander aux gens de prendre leurs affaires en main, « de ne pas hésiter à faire reconnaître le milieu ouvrier, d'oser intervenir dans les tribunaux, d'ouvrir de force les yeux aux juges ».

#### UNE REFLEXION SUR LA LOI

Mais, en Vendée, le cas Cousseau n'est pas un cas isolé de répression syndicale dans une région sous-développée, tant du côté économique que du côté judiciaire. La question principale est cependant celle de la justice : « Pourquoi un patron ne respectant pas ses propres lois ne serait-il pas envoyé en prison ? C'est que, jusqu'à présent, aucune loi n'est prévue pour condamner un patron, alors que la moindre faute ouvrière est durement sanctionnée. » Un représentant du syndicat de la magistrature devait ajouter : « Nous pensons qu'une réflexion sur la loi n'a de sens que si elle est confrontée à la réalité sociale. C'est pourquoi nous sommes venus à Cerizay. Nous sommes aussi venus pour la défense des libertés syndicales, car nous-mêmes nous menons une lutte dans notre profession contre le ministre de la Justice pour obtenir la reconnaissance de notre syndicat et de nos droits (heures de délégations, panneaux d'affichage...).

Correspondance CFDT

### Deux insoumis en liberté

Le comité de soutien aux insoumis d'Angers organisait une manifestation non violente le samedi 23 à 15 heures, pendant laquelle François Feutrén et Christian Dufresnes (insoumis) devaient se faire arrêter. La veille, Christian avait été pris à Blois et transféré dans une caserne à Paris.

Profitant du relâchement dans la surveillance, Christian a réussi à s'évader. Il est arrivé samedi matin à Angers, où nous apprenions par le *Courrier de l'Ouest* que la manifestation de l'après-midi était interdite. Un véritable état de siège fut mis en place dans le centre d'Angers. Empê-

### Etat de siège à Angers

chant les passants de circuler et les manifestants de se rassembler. Le mot d'ordre de rassemblement, dans la cathédrale fut transmis de bouche à oreille. Une heure plus tard, quatre cents manifestants attendaient derrière une célébration de mariage la descente de François et Christian, réfugiés dans le clocher. Les deux insoumis étaient montés dans le clocher par les échafaudages à l'extérieur.

Le clergé refusa de nous donner la clé de l'escalier intérieur, et cela devant tous les journalistes. Il fallut forcer la porte pour

les libérer. Ils s'enchaînèrent et nous sortîmes pour ensemble sur le parvis. Les flics nous ont encerclés et les quatre cents manifestants amenés dans divers commissariats de la ville. François est en liberté provisoire jusqu'au 26 février. Quant à Christian, le service d'ordre est persuadé qu'il était encore incarcéré à Paris.

Comité de soutien aux insoumis, CL Angers

(6)

AUX ACB PREMIERE BATAILLE 1974 POUR LES SALAIRES

Aux ACB, l'accord d'entreprise se négocie traditionnellement en Janvier. Cette année, l'essentiel du débat porte bien sûr sur les salaires. La position des syndicats CFTL et CGT étant :

pas d'en gagements pour l'année devant les incertitudes de la hausse des prix . lutte pour le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat .

La CFTL réclamant une augmentation uniforme, et la CGT maintenant sa position sur les augmentations hiérarchisées, les premières propositions du patron reflétaient strictement la position du CNPF: alignement sur l'indice des prix INSEE, avec au maximum 2% en plus, et un refus de discuter toutes les autres questions (classification, transport, restaurant d'entreprise).

Les ACB sont la seule grosse entreprise de la métallurgie notoire qui ne dispose ni de transport assuré ou payé ni de restaurant.

Prenant conscience de l'inefficacité de traditionnels débrayages d'une heure ou deux en fin de journée, les sections syndicales proposèrent des formes d'action plus gênantes pour le patron :

Des débrayages tournants par profession et par secteurs. Cette forme d'action entamée dans la semaine du 11 au 16 Février, s'est poursuivie de façon encore plus active dans la semaine du 18 au 23 : chaque débrayage était accompagné d'une réunion, où la participation fut massive, et les débats très animés.

Ceux -ci portèrent sur tout sur deux points :

- la question des augmentations uniformes, et la capacité des ACB à lutter seuls pour les salaires dans la conjoncture actuelle. Le climat dans l'entreprise était favorable à la lutte ; beaucoup pensaient que s'il était difficile d'arriver seuls à un résultat, le début de la lutte aux ACB, pourrait avoir effet d'entraînement sur la métallurgie nantaise.

La mobilisation était moins forte chez les mensuels ( qui représentent près de 50% des effectifs ). En même temps, l'animosité des ouvriers contre les mensuels grandissait (encouragée, c'est assez surprenant par la CGT)

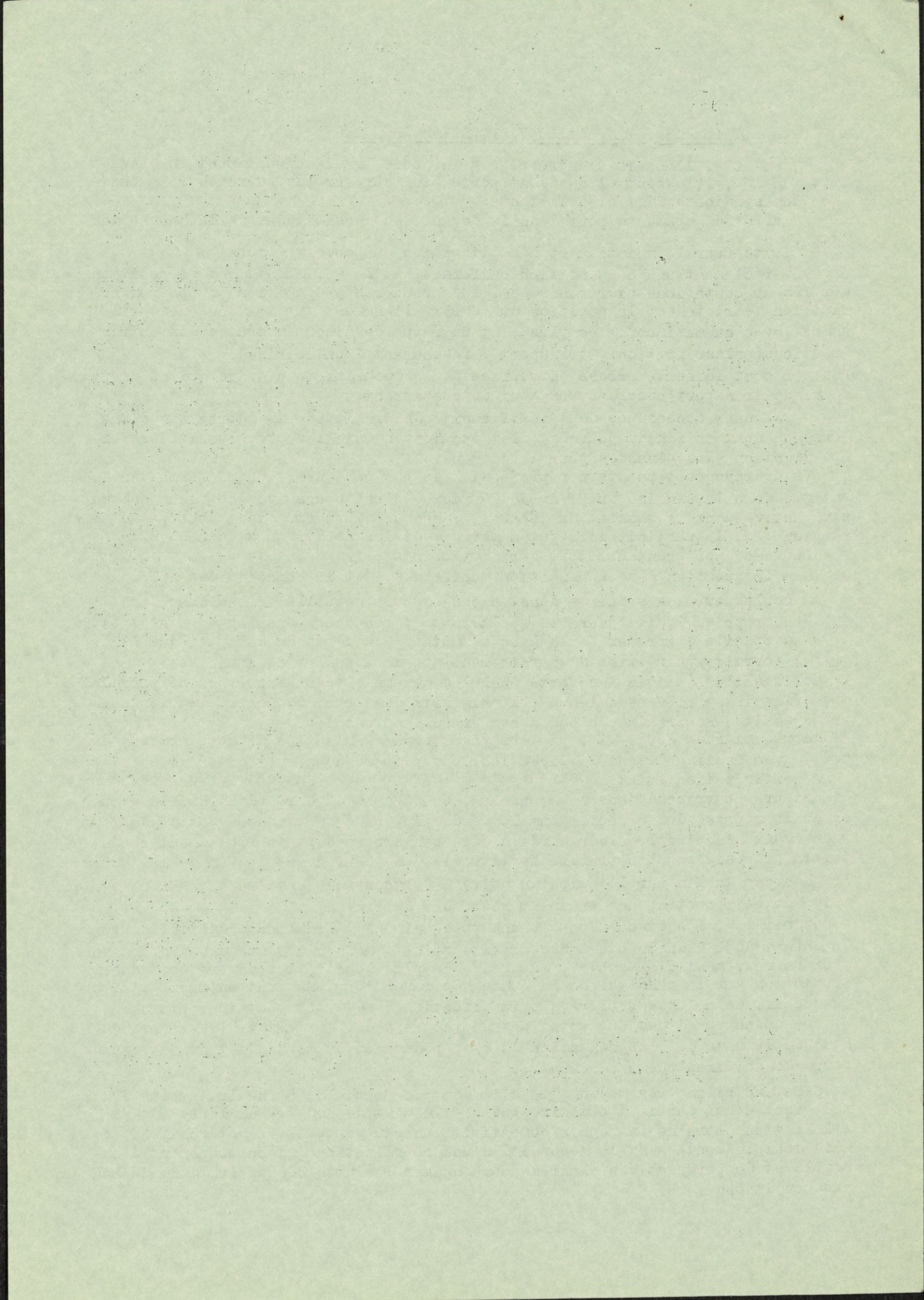
L'après midi du Jeudi 21, un débrayage sur la limitation d'horaires fut décidé, avec meeting devant la direction, et piquets de grève "dissuasifs".

La participation était massive ; mais l'entrevue des syndicats avec le sous-directeur ( barricadé dans son bureau ) se classa comme résultat, que la promesse de la reprise des négociations le lendemain, quand on annonça qu'il y aurait rien avant l'action locale du Mardi 26. Il y eut alors un certain flottement accentué par la proposition de reprendre le travail, une heure avant la fin de la journée ( 15h avant la fin par l'équipe du soir ). Certains ne rentrèrent pas, mais l'équipe du soir rentra, sans vraiment reprendre le travail.

Ce soir là, les discussions furent très animées, l'ambiance était à la grève. On jouait déjà à la belote dans certains coins. Mais l'absence de perspective pour un mouvement d'ensemble, au moins au plan local, les divergences inter syndicales sur la conduite de la lutte et revendications ; ont entraîné l'arrêt provisoire de la lutte, alors que la direction a cédé sur certains points :

aménagement des augmentations de rattrapage, du coût de la vie, avancement de la date de l'augmentation de 2%, réduction du temps de travail, sans perte de salaire d'une 1/2 heure .....

C'est un bilan très moyen, mais il est peu probable qu'une lutte plus dure mais isolée eut permis d'obtenir plus. L'inquiétude des travailleurs face à l'inflation entraîne un regain combativité un peu partout, c'est manifeste ; mais tout le monde sent la nécessité d'une coordination, d'un mouvement d'ensemble et de perspectives claires pour engager la lutte nécessaire dans de bonnes conditions.





AUXILIARIAT : Le S2 du SNES de la Mayenne s'adresse à tous les S1 de l'Académie.

I Rappel des actions de l'an dernier.

- . Mobilisation dans la Mayenne dès novembre 1972 (assemblée générale)
- . Manifestation en décembre
- . Grèves SNES et SNI largement suivies des 8 et 9 janvier
- . Elargissement académique de la grève des 5 et 6 février 73
- . Enfin la grève de la FEN du 15 mai 73.

Mais l'action nationale se termine sans perspective nationale ultérieure par une vague promesse du ministre, jamais tenue, de réemployer tous les MA et de réunir une commission sur ces problèmes. Au niveau académique, une seconde CAPA des MA est obtenue ; mais son rôle est essentiellement consultatif et il apparaît rapidement que son intérêt est limité.

II 1973 - 1974.

L'action nationale du 15 mai 73 n'a pas su assurer le relai des actions locales, et n'a pas correspondu à la volonté de lutte qui existait réellement parmi les enseignants. Il s'en est suivi une rentrée dans la démobilité : le fait que la manifestation du 26/9/73 n'ait été suivie d'aucune action réelle en est la preuve. Il nous a au mieux été possible (et c'est quand même une preuve que la lutte paie) d'éviter un chômage massif de nos camarades auxiliaires. Cependant le problème de l'auxiliariat reste posé.

Rien ne permet de penser que le nouveau plan Fontanet supprimera ce système de recrutement. Par contre tout laisse supposer que la rentrée 74 verra des licenciements massifs. Il faut relancer la lutte contre l'auxiliariat et la mener à son terme : LA TITULARISATION DE TOUS - LA SUPPRESSION DE CE MODE DE RECRUTEMENT - CONTINUONS LA LUTTE CONTRE L'AUXILIARIAT - C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT RELANCER LA LUTTE.

Il ne faut pas attendre car l'expérience que seul le deuxième trimestre permet de démarrer une action sérieuse et de l'amplifier. Le mercredi 30 janvier le conseil syndical du S2 décide de lancer une consultation dans les S1 et de demander aux S3 d'organiser une consultation dans les S1 de l'Académie pour organiser une grève académique. Une lutte dure, active déterminée, mobilisatrice .....

Seule une grève longue d'avertissement, une grève active, montrera notre détermination par :

- développement de l'information
- contact avec les travailleurs notamment de la fonction publique
- débat sur l'école avec les parents d'élèves
- manifestations locales, manifestations générales au Rectorat
- liaison avec les autres académies.

Obtenir la titularisation immédiate de tous les auxiliaires sans préalable.. Les auxiliaires font le même travail que les titulaires. Nous ne réclamons que de justice pour eux. On ne peut parler que de formation qu'après.

MOTION DU CONSEIL SYNDICAL DU S2 DE MAYENNE

Le conseil syndical réuni le 15 puis le 30 Janvier, rappelle que l'auxiliariat a été défini au dernier congrès académique comme l'axe prioritaire des luttes que cette décision du congrès doit être appliquée.

constate que des actions locales se sont déroulées mais sans réelle coordination académique.. L'action menée l'an dernier en Mayenne aurait dû être proposée à l'ensemble des syndiqués de l'académie. Il n'en a rien été.

Cette année nos camarades de Saint Nazaire se sont lancés dans une action: ( grève des effectifs ) qui permettait de poser clairement le problème de l'auxiliariat lié à celui des conditions de travail. Là non plus, l'action n'a pas été étendue et est apparue comme une simple protestation, locale alors qu'elle pouvait être une lutte effective de toute l'académie ;.

IL FAUT ETENDRE ET COORDONNER LES ACTIONS DECENTRALISEES.

En conséquence, nous demandons au S3 d'organiser dans toute l'académie de Nantes la proposition suivante : grève active d'une semaine académique contre l'auxiliariat vers le 15 Mars en s'efforçant de l'étendre au max. vers les autres académies par des contacts avec le S3 et le S4.

(9)

Nous demandons que les S1 et S2 fassent connaître leur réponse aux S3. Que chaque instance syndicale soit saisie de cette proposition. Qu'ils proposent au secrétariat du S3 qu'une CA extraordinaire du SNES soit convoquée pour prendre une décision dans les plus brefs délais. C'est maintenant qu'il faut agir pour :

- qu'au plan académique :

- tous les MA aient la garantie de leur réemploi.
- que le Recteur ne revienne pas sur les concessions accordées l'an passé sous la pression des luttes syndicales/

- qu'au plan national :

- le SNES soit en position de force face à FONTANET, pour obtenir la titularisation de tous les auxiliaires.

TITULARISATION IMMEDIATE c'est-à-dire sans préalable (de plan de liquidation, de concours, etc...). Les auxiliaires doivent être d'abord titularisés, c'est à-dire obtenir la sécurité d'emploi; ils pourront ultérieurement recevoir un complément de formation si nécessaire. Le conseil syndical du S2 de la Mayenne se propose d'assurer la coordination matérielle entre le S1 de l'Académie au cas où le S3 ne pourrait ou ne voudrait le faire.

+++++

Donc : envoyer les résultats de la consultation : au S3 - et/ou à ESNAULT  
CES 53600 EVRON.

+++++

Pour la Loire - Atlantique, discussion en AG à partir du résultat de la consultation, le MERCREDI 6 MARS au CAFE DE LA BONDE (près de la FAL). A l'ordre du jour également, le problème des instits remplaçants qui risque d'être important à la prochaine rentrée. Nous disposons en outre d'un pontage audio-visuel (70 diapos-bande magnétique 9,5) à réclamer à Fillion, 15 rue de Bel-Air, 44000 Orvault tel 76-06-16.

Comité de lutte contre l'auxiliarat de Loire-Atlantique.

Notez bien : S1 = syndicat d'établissement, S2 = par département, S3 = par Académie  
S4 = National.

=====

Soutien du FLB-LNS à la lutte des ouvriers de la SEMM

"...Des membres du FLB-LNS se sont rendus Place Royale où se trouvaient les ouvriers, afin de connaître et de faire connaître leur lutte. Des discussions, deux choses se sont dégagées, que nous portons à la connaissance du public.

1° que l'usine qui va disparaître va être remontée en Ardèche;

2° lorsqu'un ouvrier désire changer d'entreprise pour un salaire supérieur se sera impossible pour des raisons bidons. En effet les patrons des boîtes respectives s'entendent pour que l'ouvrier reste dans l'entreprise où il gagne le moins: autant de gagné pour les deux. Citons Sud-Aviation et les Chantiers comme pratiquant cette politique.

"Ces deux faits illustrent la situation coloniale dans laquelle se trouve la Bretagne; quand les super-profits ne sont plus possible grâce à la combativité ouvrière, on déplace son usine vers une autre colonie intérieure : l'Occitanie. D'autre part les entreprises d'Etat se rendent complices de la sur-exploitation des ouvriers bretons en soutenant les patrons locaux.

"La Cellule Charles BRUNELLIERE apporte son soutien aux travailleurs de la SEMM et s'est engagée à diffuser leurs tracts dans différents quartiers de Nantes.

"SAINT-NAZAIRE OUI, SAINT-DESERT NON !" (Slogan des manifestants)

La Fédération FLB/LNS du Pays de Nantes apporte également son soutien et appelle à la solidarité active.

La Fédération FLB/LNS du Pays de Nantes  
Cellule 6 Charles BRUNELLIERE.

**MARCELLIN** dissout

F.L.B. ARB, F.L.B. LNS, F.P.C.L., Enbata !

les Lutttes

populaires

continuent !

**FEST \* NOZ**

de Solidarité.

avec les travailleurs

de **PEDERNEC**

le 2 mars

Salle Municipale de  
ou, municipale,

La Chapelle  
sur Erdre

# « Je suis partisan d'un régime

## LIBERAL ET MUSCLE »

(déclaration de Malaud, ministre de la fonction publique, le  
jeudi 31.I.74.)

Le mercredi 30 janvier, le gouvernement a dissous quatre mouvements régionalistes: le FPCL, l'ENBATA, le FLB-ARB, et le FLB-LNS.

### QUI SONT CES MOUVEMENTS DISSOUS ?

Ces mouvements sont tout a fait hétérogènes politiquement. Cela va des mouvements autonomistes purs ( FPCL, FLB-ARB), aux organisations se réclamant du socialisme (FLB-LNS).

### LE SENS DE CETTE MESURE REPRESSIVE

Cette mesure marque une nouvelle escalade dans la politique répressive du pouvoir. Face aux luttes ouvrières et populaires, Marcellin-Pompidou montrent clairement qu'ils n'ont qu'un moyen de se maintenir au pouvoir, qu'un moyen d'unifier la bourgeoisie autour d'eux: utiliser la matraque.

Et s'il le faut en créant un climat d'insécurité, de tension: qui a bien pu déposer cette bombe au palais des congrès à Lyon, la veille du passage de Messmer ???

POUR NOUS, si nous sommes totalement solidaires de ces organisations face à la répression, il ne peut s'agir de les soutenir toutes politiquement, mais de mettre en évidence la signification réelle de cette mesure;

-- c'est une atteinte aux libertés démocratiques élémentaires .  
Bientôt n'auront plus le droit d'exister que ceux qui acceptent le jeu du pouvoir.

-- c'est une attaque contre tous ceux qui se réclament du socialisme.

-- c'est une attaque contre les minorités opprimées dans le cadre de l'état fort?. Le Joint Français, la guerre du lait, aujourd'hui Péderneq, ont en effet marqué l'éveil des mouvements populaires contre l'état centralisateur.

-- c'est une attaque contre tous ceux qui développent une solidarité internationale entre opprimés, comme le font certains de ces mouvements en apportant un soutien matériel aux révolutionnaires basque et espagnols.

Ainsi, un des objectifs principaux est de resserrer les liens avec la dictature franquiste en pourchassant les militants basques réfugiés en France.

### ORGANISONS LA RIPOSTE

Il ne s'agit pas d'un acte "folklorique" de la part du pouvoir, il ne s'agit pas non plus d'une mesure inefficace contre les mouvements clandestins, mais bien d'une nouvelle attaque contre tous ceux qui luttent contre le régime actuel. C'est pourquoi la riposte doit être la plus large, la plus massive et la plus unitaire possible.

HALTE A LA REPRESSION

LIBERATION IMMEDIATE DES EMPRISONNES

VIVE LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES POPULAIRES EN Bretagne,  
en Corse et au Pays Basque.

DROIT D'ASILE POUR LES REFUGIES REVOLUTIONNAIRES BASQUES  
DEHORS POMPIDOU-MESSMER-MARCELIN

---

COMITES D'ACTION BRETON NANTES- COMITE DE LUTTE DES BATIGNOLLES-  
POLITIQUE HEBDO- ROUGE-ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION!-POUR LE  
COMMUNISME-

---

11

## INTERVENTION PAYSANS TRAVAILLEURS A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FDSEA.

Nous avons voulu privilégier nos relations avec la FDSEA ;

car jusqu'alors elle a très souvent pris à son compte les objectifs que nous pouvons porter :

- 1 - La rémunération du travail , qui est le signe premier d'un choix de travail leur
- 2--La création d'un rapport de force , face à tous ceux qui conditionnent cette rémunération et finalement les conditions de vie des travailleurs et leur sécurité : entreprises coopératives ou privées , les banques , les intermédiaires (vétos, marchands de bestiaux ..... ) les cumulards.
- 3-- Dans la définition du développement et les actions qu'elle a conduit , elle rejoint nos objectifs du refus de l'élimination des petits producteurs, en dénonçant l'accaparement des surfaces et des productions par un petit nombre , en dénonçant la politique des princes et en mettant en avant une notion de quantum qui reste à préciser .

EN DEVELOPPANT CES THEMES LA FDSEA ETAIT EN OPPOSITION AVEC LA FNSEA ET EN SITUATION DE RUPTURE OBJECTIVE AVEC CELLE CI .

Certains affirment face à cela que cette analyse est isolée , mais sachons regarder la même remise en cause qui s'affiche partout .

Les Paysans travailleurs ne s'arrêteront pas à un débat de structure à l'intérieur de l'assemblée générale de la FDSEA mais continueront de travailler à ce que le mouvement qui se dessine , s'affirme .

L'assemblée générale ayant décidé que la FNSEA restait intégrée aux structures de la FNSEA (organisation de chefs d'entreprises ) les Paysans Travailleurs ne participeront pas à l'animation départementale de la FDSEA.

### COMMUNIQUE DES PAYSANS TRAVAILLEURS .

Les Paysans travailleurs du Ministère, des Côtes du Nord , d'Ille et Vilaine , de Loire atlantique , du Morbihan ont participé hier à la manifestation de GUINGAMP... Ils tiennent à apporter des précisions et constatations suivantes :

Leurs objectifs étaient et sont , à travers le prix de revient :

- L'obtention d'un salaire minimum pour tous les producteurs principalement de lait et de viande
- de meilleures conditions de travail ..

Ceci suppose:

- 1 L'obtention du droit au travail pour l'ensemble des paysans .
- 2 D2noncrer l'accaparement des terres et de certaines productions par des cumulards paysans ou pas
- (-3 dénoncer primes et subventions et avancer la notion de quantum financier et de produit , commemoyen de remédier à cette concentration des productions , à l'élimination des petits producteurs et finalement à l'esclavage ..
- 4 Dénoncer la politique du crédit agricole, quatrième banque mondiale , qui ruine les petits paysans en les menaçant directement de saisie .
- 5 de dénoncer l'attitude de certains dirigeants syndicaux : Debatisse , Bruel, (président du syndicat élévage) qui au nom d'une solidarité européenne ou nationale et surtout au nom du profit , accepte l'exploitation par des fermes privées ou coopératives d'une très grosse majorité de producteurs .
- 66 Dénoncer la collusion des pouvoirs publics et Chirac avec les firmes et coopératives : ils leur permettent de nous voler dans la légalité et ils mettent à leur disposition des forces de l'ordre avec pour consigne de massacrer ceux qui oseraient demander le SMIG . Ils organisent des "marathons " à Bruxelles afin de détourner les revendications des éleveurs des seuls vrais objectifs : réclamer notre salaire près de ceux qui nous exploitent directement c'est à dire les abat

COMMUNIQUE DES PAYSANS TRAVAILLEURS ( suite ) :: réclamer notre salaire près de ceux qui nous exploitent directement c. à D les abattoirs et les laiteries.

Les paysans travailleurs dénoncent l'attitude des forces de l'ordre, la promptitude et la brutalité aveugle de leurs interventions, l'acharnement à poursuivre les manifestants jusque dans les cars, c'est une attitude digne d'un régime fasciste. Ceci montre bien qu'ils ont pour mission de protéger les capitalistes et qu'hier ils étaient tout spécialement au service de Monsieur BRUEL (président du syndicat éleveur d'une part et président de la Maine viande SOCOPA d'autre part - les abattoirs Salomon de Guingamp font partie de la Maine Viande SOCOPA) ceci montre aussi une fois de plus s'il en était besoin que les pouvoirs publics ne sont pas du côté des travailleurs, qu'ils ne peuvent supporter que ceux-ci fassent prévaloir leur droit au travail, à un salaire minimum et surtout qu'on remette en cause les firmes et les profits qu'elles font sur notre dos parce qu'elles sont les piliers du régime.

Nous savons que les manifestations de masse comme celles d'hier ont des limites qu'il ne faut pas s'arrêter là. Il nous faut maintenant rechercher de nouvelles formes d'action qui visent directement les gros abattoirs, comme l'action des Paysans Travailleurs de Poitou - Charentes qui sont allés aujourd'hui à l'abattoir de Celle ( Deux Sèvres ) qui dépend aussi de la Maine viande SOCOPA; ils y ont fait brûler 30 carcasses de viande bovine en provenance d'Uruguay; ? Partout dénonçons les gros profiteurs dans le marché de la viande et exigeons la rémunération de notre travail !

=====

REVUE DE PRESSE REGION NANTAISE.

- Grève de 24 heures des Techniciens des Télécoms de la région nantaise pour protester contre les conditions de travail (Presse Océan 22/2)
- Arrêts de travail et manifestation dans la métallurgie nantaise : Les syndicats CGT, CFDT, FO ont appelé tous les métallurgistes nantais à cesser le travail pendant une heure le Mardi 26 Février. Une manifestation locale dans la Métallurgie aura lieu le Mardi 5 Mars dans la matinée.

=====

Le N°2 de "S.O.S BELLE-ILE" est paru. Se le procurer à la Librairie 71.